

Semaine de l'histoire, compte-rendu de la conférence du 25.10.2013

« Mémoires historiographiques révolutionnaires »

A la suite du panorama exploré tout au long de cette Semaine de l'histoire, qui aura permis de cerner les multiples visages des phénomènes révolutionnaires et d'en analyser les connexions avec différents champs disciplinaires, le recours à l'historiographie comme ultime moyen de mise en perspective permet d'ouvrir la réflexion par-delà le temps court de l'explosion ou du basculement, en envisageant sur le long terme les structures mémoriales et les enquêtes des historiens professionnels. A travers trois interventions portant sur la manière d'aborder le lien entre histoire et mémoire, et au moyen d'une discussion animée par Sylvia Estienne, maître de conférence d'histoire romaine à l'ENS, et Antoine Lilti, directeur d'étude à l'EHESS, cette table ronde propose, au détour de révolutions distinctes dans le temps comme dans l'espace, quelques pistes pour mieux comprendre l'articulation entre l'usage public et politique de l'évènement révolutionnaire, et son analyse scientifique réalisée par les universitaires.

C'est justement en Sorbonne que Pierre Serna, directeur de l'Institut de l'Histoire de la Révolution Française, décide d'ancrer sa réflexion, proposant de traverser ensemble la généalogie des professeurs ayant occupé la chaire d'histoire de la Révolution depuis sa création en 1886, afin de mettre à jour le « *feuilletage* » dont toute mémoire, aussi universitaire soit-elle, fait l'objet pendant sa construction. Chaque figure est alors l'occasion de revenir sur « *trois épaisseurs historiques* », qui constituent le subtil terreau des mémoires révolutionnaires : connaissance actuelle des faits, itinéraire de l'historiographie et actualité de l'événement dans un contexte politique ou idéologique particulier. Cet éclairage permet donc de souligner les intersections entre un champ de recherche universitaire en train de se constituer et ce qu'on pourrait qualifier d'une demande sociale, souvent portée par les politiques, et qui repose, dans le cas spécifique de la Révolution française, sur « *l'enjeu politique d'une républicanisation des Français* ». La notion d'actualité de l'évènement révolutionnaire dans un contexte renouvelé, centrale dans un tel raisonnement, rejoue en définitive le thème de la Révolution comme matrice, et offre, dans une perspective diachronique très parlante, une vision enrichie des discours historiques et politiques sur les révolutions d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs déjà la problématique de l'institutionnalisation de la mémoire que l'on retrouve comme fil d'Ariane, au rythme des centenaires et bicentenaires dont l'orientation idéologique dépend, là encore, des enjeux mêlés de savoir et de pouvoir.

Poursuivant ce même sillon, l'intervention d'Annick Lempérière, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I, propose comme contre-point le panorama général des problèmes posés par la mémoire historiographique institutionnalisée dans le cas de la révolution mexicaine. Reprenant en partie le bilan critique établi dès 1946 par Villegas dans *La Crisis de Mexico*, elle s'attache en effet à retracer l'itinéraire idéologique de l'historiographie révolutionnaire en fonction des fluctuations du régime, lui-même caractérisé par une institutionnalisation de la famille révolutionnaire en un véritable parti politique, avec la création dès 1919 du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Dès lors, le thème de la révolution comme traumatisme originel ayant forgé le destin du Mexique du XXème siècle

fonctionne aisément en tant que credo de la pensée politique et universitaire, alors même qu'elle semble relever, pour Annick Lempérière, « *davantage d'un dogme que d'un programme de recherche* ». A travers le double mouvement de professionnalisation des historiens et de progressive conquête d'une indépendance scientifique de la recherche, c'est bien toute la problématique de la résistance à la production d'un récit mémoriel officiel qui est en jeu, les éléments quasi-mythologiques portés par une histoire fortement nationaliste, au service d'un projet politique et mémoriel biaisé, étant peu à peu balayés par l'émergence de travaux critiques s'efforçant de dépasser le cadre réducteur du seul Etat-nation en multipliant les points de vue décentralisés (notions de frontières, de marges, voire de perspectives internationales).

Enfin, le dernier terme de ce triptyque thématique, consistant en une présentation des différents moments de l'historiographie du *Risorgimento* par Catherine Brice, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris Est-Créteil-Val de Marne, permet d'approfondir les questions de professionnalisation de la discipline et d'institutionnalisation du récit mémoriel à travers une troisième étude de cas, davantage axée autour de ce que l'on pourrait appeler une « *pédagogie patriotique* ». Compte tenu du temps long de l'unification italienne (1848-1870), Catherine Brice propose d'interroger le moment à partir duquel il devient légitime de « *parler d'une lecture scientifique du phénomène révolutionnaire* », à travers quatre périodes différentes : le début du grand récit patriotique où enseignement moral et production littéraire se substituent à une histoire scientifique du *Risorgimento*, la période fasciste qui fait naître un nationalisme spécifique tout en écrasant l'université de manière importante, l'après-1945 où l'historiographie s'ancre dans le contexte d'un réel renouveau disciplinaire et d'une relecture politique (si ce n'est antifasciste) de l'histoire italienne, et le temps présent d'une historiographie orientée vers de nouvelles thématiques, notamment intéressée par les travaux portant sur les questions de mentalités et de sociabilités pendant le *Risorgimento* ou au sein des Etats pré-unitaires.

A la manière de ces évolutions de l'historiographie italienne vis-à-vis de sa propre histoire, les regards croisés de cette table ronde sur la constitution de mémoires révolutionnaires auront donc révélé la complexe intrication entre savoir et pouvoir, projet politique et objet de recherche, usage public et étude scientifique. Néanmoins, et malgré l'analyse souvent mise en avant des processus d'institutionnalisation de la mémoire et de politisation de la trace historiographique, il nous faut rappeler – ce qui a été fait à maintes reprises par les intervenants – que toute manipulation grossière du travail universitaire est à exclure, l'influence du contexte idéologique et de l'éventuel cadre public ne remettant pas en cause la méthode scientifique pleinement assumée et préservée par l'historien professionnel.